

**Ruralisation de l'enseignement - Urbanisation des paysans :  
objectifs explicites et résultats d'une tentative  
d'adaptation de l'enseignement en milieu rural :  
exemple camerounais**

J.-Y. MARTIN

ORSTOM

RÉSUMÉ

*La tentative camerounaise de ruralisation de l'enseignement a été conçue comme une opération de développement global. Elle ne cherchait pas seulement à améliorer l'efficacité de l'ancien système d'enseignement, mais elle se voyait aussi comme un moyen de maîtriser l'espace national en rétablissant l'équilibre inter-régional. Elle a été, pour l'essentiel, une tentative d'investissement des logiques paysannes, par l'intérieur.*

*La mise en application du projet a été reportée, de manière sans doute définitive, parce qu'on a jugé qu'il n'aurait pu aboutir à concilier l'inconciliable, c'est-à-dire la rationalité du développement de l'Etat-Nation, dans le cadre de l'économie marchande, et les logiques paysannes.*

ABSTRACT

*The attempt to develop rural education in Cameroun was conceived as an overall development operation : not only intended to improve the efficiency of the old educational system, it was also seen as a means of controlling space on a national level by re-establishing balance between regions. It was, basically, an attempt at investing peasant logic from the inside.*

*The application of this project has been postponed, no doubt indefinitely, as it was considered incapable of conciliating two things which cannot in fact be conciliated : the rationality inherent to State development in a context of merchant economy, and peasant logic.*

Le titre de cette communication peut paraître marginal par rapport à l'objet propre de ce colloque, qui est de réfléchir sur les rapports entre logique paysanne et rationalité technique en

s'appuyant sur les avatars de la maîtrise de l'espace agraire et du développement. Pourtant, à travers l'exposé et l'analyse de la tentative camerounaise de ruralisation de l'enseignement,

nous voulons ici proposer quelques réflexions sur le développement, le monde rural, et les logiques qui meuvent les promoteurs de l'un et les habitants de l'autre.

Ces logiques fonctionnent en tant que telles parce qu'elles s'inscrivent dans des ensembles structurés, repérables à certains éléments permanents sur lesquels repose leur reproduction et qui conditionnent leur évolution. Ces logiques sont donc l'expression d'un certain mode de reproduction et il faut ainsi, pour les appréhender, les situer dans la totalité où elles évoluent. Envisagé de cette manière, on peut voir que le « développement », avec tout ce qu'il suppose et tout ce qu'il implique, réfère à une certaine rationalité qui est celle de la reproduction élargie d'une société étatique, urbaine et productiviste (on pourrait spécifier ce dernier trait en ajoutant technicienne, industrielle et marchande). La rationalité du développement, fonctionnant dans un ensemble structuré, nécessite donc simultanément l'extension d'un type de pouvoir (l'Etat), d'un type de sociabilité (les rapports urbains, ou du moins des rapports dans lesquels la ville reste la référence supérieure), d'un mode de production (économie industrielle-marchande). La logique du développement est une logique de lutte, d'absorption. A l'intérieur d'un pays, elle suppose que toutes les autres logiques lui soient subordonnées pour, à terme, être ingérées et disparaître, et cela vaut en particulier pour les logiques paysannes. Ces dernières réfèrent à d'autres modes de reproduction qui ne fonctionnent pas sur le mode de l'élargissement permanent, d'une part, et qui d'autre part ne reposent pas obligatoirement sur le rapport à l'Etat, la ville, et la productivité pour elle-même. Ces logiques paysannes opèrent dans des ensembles sociaux dont les orientations historiques peuvent être parfaitement divergentes de celles des promoteurs du développement. D'où ce langage souvent repris dans les discours officiels : « il faut lutter contre les obstacles socio-culturels au développement ».

Considérée dans son ensemble, la tentative camerounaise de ruralisation de l'enseignement a été conçue comme une opération de développement global. Elle ne cherchait pas seulement à améliorer l'efficacité de l'ancien système, mais elle se voyait aussi comme un moyen de maîtriser l'espace national en rétablissant l'équilibre inter-régional. Elle a été, pour l'essentiel, une tentative d'investissement des logiques paysannes par l'intérieur. Nous allons voir comment elle a été élaborée, et ce qu'il en est devenu.

#### LES OBJECTIFS EXPLICITES DE LA RURALISATION

Les objectifs de la réforme camerounaise ne prennent vraiment tout leur sens qu'à la lumière des raisons qui ont poussé à les élaborer. Cela nécessite une analyse préalable du système d'enseignement camerounais. Nous verrons ensuite comment et dans quel esprit a été conçue la réforme.

Héritage colonial, le système d'enseignement camerounais (avec ses deux variantes francophone et anglophone) a suivi une voie royale dans les années qui ont suivi l'Indépendance. C'est en effet sur le modèle scolaire européen, conçu par et pour le milieu urbain, que le Cameroun a développé une

politique d'enseignement de masse à partir des années 1958-1960. A cette époque, du fait du statut particulier du Cameroun pendant la colonisation (territoire sous mandat de la S.D.N., puis sous tutelle des Nations-Unies), l'école était déjà bien implantée, et sa diffusion épousait les contours des zones où les transformations idéologiques (donc une modification des rationalités) suscitées par la colonisation avaient opéré : la christianisation, l'urbanisation, la diffusion de l'économie monétaire. Cela correspondait à la zone du « Cameroun utile » des Allemands, zone élargie par les Français et les Anglais ensuite, mais qui restait circonscrite, en dehors des centres urbains du nord et de l'est, au sud-ouest du pays, i.e. à la région côtière et à son intérieur. Cependant, les effectifs de l'enseignement primaire ont été multipliés par 2,5 entre 1960 et 1973. Dans le même temps, les effectifs de l'enseignement secondaire (général, normal et technique) ont été multipliés par 6,5 et le nombre des bacheliers multiplié par 10 (1).

Déjà bien scolarisé à l'Indépendance, le Cameroun a donc considérablement développé sa scolarisation depuis. Ce développement n'est pas dû à la seule libération de la demande scolaire, puisqu'il a bien fallu que l'offre existe. Il est aussi le fruit d'une politique concertée, issue elle-même du courant d'idées de l'époque pour lequel l'éducation était considérée comme l'agent primordial du développement économique et social et comme l'instrument approprié de la construction nationale. En effet, pour reprendre la réflexion en termes de rationalité du développement, on peut dire que cette école-là répondait dans une grande mesure à la logique de la reproduction élargie d'une société étatique, urbaine et marchande. Ces trois éléments sont indissociables dans le rapport de scolarisation.

Tout d'abord, cette école induit une idéologie urbaine. Historiquement, l'école au Cameroun (et ailleurs) s'est développée principalement par les villes, et sa diffusion a suivi la hiérarchie décroissante du réseau urbain pour ne toucher les milieux ruraux qu'ensuite, quand un enseignement secondaire a suivi la même évolution, alimenté en premier lieu par les élèves citadins. Dans les milieux ruraux, l'école pousse à l'individualisation en permettant aux élèves de se libérer des contraintes sociales de leur communauté d'origine et en les orientant vers un ailleurs urbain. L'urbanisation nécessite et produit la scolarisation, l'école vit de la ville et engendre les différentes strates du milieu urbain, strates qui occupent une position sociale dominante par rapport aux milieux ruraux. En développant une scolarisation de masse, on élargit ainsi la base sociale qui soutient la société urbaine. Etant passé par ce type d'école, l'élève du milieu rural ne peut s'épanouir socialement et professionnellement qu'en ville.

Outre l'idéologie urbaine dont elle est imprégnée, la scolarisation sous-tend la diffusion de la rationalité étatique et marchande, qui implique le même mode d'individualisation. Le type de socialisation qui s'opère à l'école oriente vers un exercice personnel des dispositions individuelles. On a souvent parlé à ce sujet d'entraînement à la compétition. La famille, le groupe villageois, les associations de travail et de loisir sont supplantés par l'organisation scolaire quotidienne. Le rapport traditionnel de l'individu (scolarisé) à sa société ne peut plus

(1) Cf notre étude : *Différenciation sociale et disparités régionales. Le développement de l'éducation au Cameroun*. IIFP-UNESCO, 1978, 103 p.

s'instaurer. Les orientations historiques de la reproduction de la société dont il est issu prendront de moins en moins de sens pour lui. C'est un nouveau type de contrôle social qui prend la place de l'ancien, et c'est celui qu'instaure peu à peu l'Etat. Cette instauration nécessite une individualisation préalable, et les pratiques scolaires ont pour résultat le plus évident de dégager les élèves des influences idéologiques de leur milieu social et de les rendre sensibles aux incitations politiques émanant des nouveaux pouvoirs. En passant par l'école, l'individu s'inscrit dans une communauté plus large et d'une autre nature, la nation, dominée par l'Etat et ses lois. Cette individualisation est également nécessaire à la pénétration de la rationalité marchande, c'est-à-dire le passage de l'ensemble concret qu'est le groupe comme réseau de circulation et d'échange des biens à l'univers abstrait du marché et de ses lois émanant d'un lieu impossible à situer, mais s'imposant (2). Par ailleurs, l'alphabétisation de masse des milieux ruraux permet de lever certaines limites pédagogiques à l'industrialisation de l'agriculture et à la diffusion du mode industriel de production (3).

Ainsi la logique du fonctionnement de ce type d'école entraîne, à terme, une transformation complète des modes de reproduction et donc de la rationalité auto-centrée des sociétés paysannes. Cependant l'inquiétude commence à poindre sur les conséquences de cette scolarisation forcenée. En germe dès l'époque coloniale, pendant laquelle les administrateurs se plaignaient déjà du chômage des diplômés et du dédain des scolarisés pour le travail manuel, la crise scolaire s'est pleinement développée avec la forte croissance des effectifs. Menant à des emplois de type urbain, investie d'une idéologie de rupture avec le travail de la terre et les rapports coutumiers, la logique scolaire entraîne en contradiction avec la structure socio-économique de la formation nationale. La construction de la nation se faisait au détriment du développement.

On commence alors — à partir de l'année 1965 — à parler d'inadaptation de l'enseignement. Les éléments du diagnostic sont les suivants (4) :

si l'école marche vite et bien pour ce qui est de la croissance des effectifs, elle ne réalise ces performances que dans les zones primitivement mises en valeur par la colonisation ; elle ne réussit pas à s'implanter véritablement ailleurs, en particulier dans l'immense Nord, ce qui crée un déséquilibre entre les régions, déséquilibre scolaire mais aussi socio-économique ; la croissance des effectifs entraîne un accroissement excessif des coûts ;

les rendements sont faibles. Peu d'élèves sortent avec le diplôme de fin d'études primaires, et le gâchis scolaire n'est supportable que dans certaines limites ;

il existe une coupure entre l'école et le milieu naturel et humain des élèves ;

l'école primaire est peu capable de conduire valablement à

l'enseignement secondaire et de préparer les enfants qui ne poursuivent pas leurs études à s'insérer dans le milieu, essentiellement rural, pour « agir sur lui, le maîtriser, le transformer et le développer ».

Dans un premier temps on désigna la formation insuffisante et inadaptée des maîtres comme responsable de tout cela et, en 1967, une Ecole Normale d'Instituteurs à vocation Rurale fut créée, « chargée de former un nouveau type d'instituteurs qui soient en même temps les promoteurs du développement économique et social » (5). Peu à peu le diagnostic s'affina dans le sens d'une inadéquation globale de l'école, et une double solution s'est dessinée : d'une part former une nouvelle génération de maîtres tout en recyclant progressivement les anciens (et l'ENIR est transformée en 1969 en IPAR : Institut Pédagogique à vocation Rurale), d'autre part adapter le système d'enseignement aux réalités du pays. Comme le pays est à dominante rurale, on a appelé cette réforme « ruralisation de l'enseignement ».

Cette réforme est inscrite dans les projets du III<sup>e</sup> Plan (1971-1976) sous le titre « Réformes des programmes et des méthodes d'enseignement ». Il est important pour notre propos de citer ce texte :

« Au cours du III<sup>e</sup> Plan, le rôle de l'enseignement primaire sera de faire acquérir les techniques instrumentales de la connaissance et un embryon de culture générale, mais, aussi et surtout, de former l'esprit des écoliers, pour les rendre aptes à assimiler l'innovation dans une perspective d'éducation permanente.

Le système éducatif dans son ensemble devra s'adapter aux besoins réels du pays et aux aspirations de l'enfant, les besoins réels du pays étant déterminés en fonction du marché de l'emploi.

Ces principes illustrent la nécessité d'une refonte du contenu des programmes de l'enseignement primaire et indiquent l'orientation qui sera assignée à cette réforme.

D'une part, il importe que la réforme, qui vise à l'adaptation de l'enseignement aux réalités du Cameroun soit d'inspiration essentiellement nationale. L'étude des milieux géographiques et socio-économiques doit y tenir une place essentielle ainsi que les possibilités de transformation de ces milieux dans la perspective de leur développement.

D'autre part, les dépenses d'enseignement actuellement consenties sans rendement étant importantes, il est nécessaire que la réforme se réalise dans les meilleurs délais, quitte ensuite à lui apporter les ajustements qui se révéleront nécessaires. » (6)

C'est donc une véritable opération de développement qui se met en place, avec comme objectif une transformation des milieux ruraux qui n'aboutirait plus à leur destruction, mais à leur animation orientée. On veut modifier la logique propre du système scolaire pour lui faire investir par l'intérieur les

(2) A propos des ressorts et des implications du passage de la culture orale à la culture écrite, on peut se reporter aux analyses de F. FURET et J. OZOUF, in *Lire et écrire*. L'alphabétisation des Français de Calvin à J. Ferry. Les Editions de Minuit. Paris, 1977.

(3) Cf. H. DAUBER et E. VERNE, *L'école à perpétuité*, Seuil, 1977.

(4) Cf. R. LALLEZ, Une expérience de ruralisation de l'enseignement : l'IPAR et la réforme camerounaise, les Presses de l'UNESCO, 1974.

(5) LALLEZ, op. cit.

(6) Ce texte est extrait du document *III<sup>e</sup> Plan de développement économique et social*. 1971-1976. République Unie du Cameroun (p. 322).

rationalités paysannes afin de les canaliser sans les désagréger, tout cela permettant essentiellement de scolariser sans déruraliser (tout en maintenant le primat de l'urbain), et de faire démarrer l'école là où elle avait échoué jusqu'à présent.

Ruraliser l'école est une vieille idée coloniale, et la création de jardins scolaires, de coopératives, etc., avait souvent été préconisée et même expérimentée avant 1960. Cependant la nouvelle réforme est plus subtile. Elle ne se contente pas de vouloir ruraliser l'école en faisant en sorte que l'éducation transmise s'appuie principalement sur le milieu d'origine des élèves, de manière à favoriser l'insertion des jeunes scolarisés dans le milieu rural. Elle veut aussi « scolariser » ce milieu rural de manière à ce que l'action de la nouvelle école compense les échecs de l'ancienne animation rurale. Pour favoriser l'insertion des scolarisés, il faut rendre le milieu rural « accueillant » aux élèves en y aménageant les conditions et le niveau de vie. Outre l'action dans ce sens menée par les différents services spécialisés (agricole, de santé, de crédit), l'animation des adultes sera suscitée par le maître d'école lui-même, promu au rang d'instituteur-animateur. Pour réussir cela, il fallait essentiellement revaloriser les rationalités paysannes, en particulier chez les enfants. Il fallait concilier l'inconciliable, c'est-à-dire assurer aux milieux ruraux une reproduction à la fois auto-centrée et orientée de et vers l'extérieur.

#### LE REPORT ET LA MODIFICATION DES OBJECTIFS

Cinq ans plus tard, au lieu du ton impératif qui était celui du projet de réforme inscrit au III<sup>e</sup> Plan, on trouve dans les projets du IV<sup>e</sup> Plan (1976-1981) (7) une formulation beaucoup plus prudente. Tout d'abord, pour les réalisations du III<sup>e</sup> Plan, on ne fait le bilan qu'en termes de croissance des effectifs scolaires et de nombre de maîtres formés. D'autre part, on trouve ainsi définies les orientations générales à donner pendant la période quinquennale à venir :

« La finalité de l'enseignement primaire trop orientée vers une formation théorique apparaît incompatible avec les exigences du développement économique et social.

L'adaptation de l'enseignement va se poursuivre au cours du IV<sup>e</sup> Plan grâce à la réforme des programmes et à la formation adaptée des maîtres. Cependant, les modalités pratiques de l'expérimentation de cette adaptation sur le terrain en milieu rural comme en milieu urbain devront être sérieusement étudiées. » (p. 83).

Que s'est-il passé pour qu'un tel coup de frein soit donné à l'application effective de la réforme dans les écoles? Il faut dire que le projet de réforme a provoqué un véritable débat national, quoique circonscrit à la strate citadine. C'est l'expression « ruralisation » qui a frappé les esprits formés par l'école classique. On y a vu toutes les formes d'une triple régression :

le blocage de l'extension de la civilisation urbaine et industrielle, la diffusion d'un enseignement au rabais, l'accentuation de la coupure ville-campagne. On peut reprendre ces trois sortes de critiques avec R. LALLEZ qui en a fait l'analyse (8).

L'école nouvelle conférerait définitivement au Cameroun une vocation agricole et de plus, lui interdirait toute industrialisation.

L'école nouvelle, en empruntant ses références au milieu rural, diminuera la part faite aux connaissances et à la « culture » et ne dispenserait donc plus qu'un enseignement au rabais.

Si le nouvel enseignement primaire est rural, on doit comprendre que la réforme prépare en réalité son éclatement entre deux écoles, l'école du village et l'école urbaine et par conséquent aussi la discrimination entre deux enfants, celui des campagnes et celui de la ville.

La classe urbanisée a donc vu dans le projet de réforme une mise en question de son statut, de ses aspirations et de l'avenir de ses propres enfants et elle a réussi à en provoquer le ralentissement. Cette opposition en effet a entraîné une réflexion en profondeur de la part des responsables politiques sur l'éventail des conséquences possibles de la réforme et les contradictions qui auraient pu se manifester par rapport aux objectifs initiaux. Cette réflexion, qui a abouti à la décision de reporter la mise en application de la réforme et de la remettre à l'étude peut se résumer ainsi :

Outre son coût énorme, la pleine application de cette réforme à tout le pays aurait abouti à une contradiction majeure pour le pouvoir d'Etat : celle de la prise de conscience par les milieux ruraux et par les élèves de leur spécificité culturelle dans le concert national et de la réalité des pouvoirs qui s'exercent sur eux. Cette réforme aurait été en définitive à l'encontre de la finalité politique unifiante du système actuel et de son orientation vers une société urbaine, industrielle et marchande.

Actuellement, les formes pédagogiques traditionnelles conservent la primauté. On ne fait plus mention des disparités inter-régionales de la scolarisation primaire et on laisse libre cours à l'évolution spontanée des effectifs. On porte les efforts sur l'enseignement secondaire et la formation des cadres. On s'oriente vers la définition d'une réforme globale et originale du système éducatif camerounais qui fera de celui-ci « une véritable institution sociale intégrée » (9). Les maîtres-mots sont maintenant globalisation et intégration. De l'ancienne réforme est gardé essentiellement le principe d'une formation des maîtres et de programmes plus orientés vers le milieu rural. Cette ruralisation réelle de l'enseignement avait pourtant été présentée dans le III<sup>e</sup> Plan comme « le seul gage de la rétention des jeunes à la campagne et comme l'un des moyens de lutter efficacement contre l'exode rural. »

(7) *IV<sup>e</sup> Plan de développement économique, social et culturel*. 1976-1981. République Unie du Cameroun, 597 p.

(8) In LALLEZ, op. cit., pp. 26-27.

(9) ATANGANA MEBARA, *Le système d'enseignement au Cameroun*, ONAREST-CNE, 1978.